



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

mal-être des fonctionnaires de police et de gendarmerie

Question au Gouvernement n° 277

Texte de la question

MAL-ÊTRE DES FONCTIONNAIRES DE POLICE ET DE GENDARMERIE

M. le président. La parole est à Mme Séverine Gipson, pour le groupe La République en marche.

Mme Séverine Gipson. Monsieur le ministre d'État, ministre de l'intérieur, dimanche 12 novembre, le commissaire Antoine Boutonnet, ex-chef de la division nationale de lutte contre le hooliganisme, a été retrouvé mort après avoir probablement mis fin à ses jours avec son arme de service. Dans la soirée, nous apprenions le suicide d'une policière dans la région de Perpignan.

Avec ce tragique dimanche s'achevait une semaine noire pour nos forces de l'ordre – comme pour notre pays tout entier – avec le suicide de six policiers et de deux gendarmes.

Ils étaient gardien de la paix, commissaire de police, gendarme membre d'une unité d'intervention, commandant d'une brigade de proximité, fonctionnaire ou militaire exerçant en zone rurale ou dans l'agglomération parisienne : ils font désormais partie des quarante-six policiers et seize gendarmes qui, depuis le début de l'année, se sont donné la mort.

Mes chers collègues, nous pouvons ici rendre hommage à leur action comme à leur dévouement et apporter tout le soutien de la représentation nationale à leurs familles comme à leurs proches.

Je rentre de deux visites dans ma circonscription de l'Eure, au cours desquelles j'ai pu échanger avec de nombreux gendarmes et policiers : ils m'ont fait part de leurs inquiétudes et, parfois, de leur désespoir.

Confrontés à la misère humaine, à la violence et au pire que l'on puisse trouver chez l'homme, ils disent supporter de moins en moins le manque de considération qu'on leur témoigne ainsi que les conditions de travail parfois difficiles qui sont les leurs.

Je sais, monsieur le ministre, l'importance toute particulière que vous attachez à leurs conditions de travail et combien ces suicides vous touchent. Pouvez-vous, par conséquent, nous indiquer les moyens mis en place pour améliorer leurs conditions de travail, les mesures déjà prises ainsi que celles que vous souhaitez mettre en place pour prévenir les suicides au sein de nos forces de l'ordre ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM et sur plusieurs bancs du groupe LC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.

M. Gérard Collomb, *ministre d'État, ministre de l'intérieur*. Madame la députée, c'est évidemment avec une grande émotion que nous avons appris, en toute fin de semaine dernière, le suicide de six fonctionnaires de

police et de deux fonctionnaires de la gendarmerie.

Je veux d'abord, ici, assurer leurs familles, leurs proches et leurs collègues de travail de tout mon soutien comme de celui du Gouvernement et de l'ensemble de cette assemblée.

Il est toujours difficile d'expliquer de tels gestes, dont les raisons sont multiples et les causes complexes. Si ce sont souvent des raisons intimes, liées à la maladie ou à la vie personnelle, qui expliquent le passage à l'acte, il est incontestable que le rôle joué par la dureté des tâches de nos policiers et de nos gendarmes ne peut être éludé.

M. Pierre Cordier. Des actes, plutôt que des mots !

M. Gérard Collomb, ministre d'État. Ils doivent, en effet, maintenir l'ordre public. Ils sont amenés à lutter contre le terrorisme. Ils traquent les criminels et les délinquants et sont donc confrontés à la violence ainsi qu'à la part la plus sombre de notre société : oui, cela peut amener une tension et un stress extrêmes.

M. Jean Lassalle. C'est vrai !

M. Gérard Collomb, ministre d'État. C'est pourquoi j'ai, dès dimanche, demandé au directeur général de la police nationale et au directeur général de la gendarmerie nationale de mener une évaluation très précise de ces mesures, de manière que, à l'avenir, nous puissions venir en aide à chacune et à chacun. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et sur plusieurs bancs du groupe LC.*)

M. Pierre Cordier. La réponse n'est pas à la hauteur !

Données clés

Auteur : [Mme Séverine Gipson](#)

Circonscription : Eure (1^{re} circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 277

Rubrique : Police

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 novembre 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [15 novembre 2017](#)